



Revue internationale d'éducation de Sèvres

47 | avril 2008

Enseigner les langues : un défi pour l'Europe

Notes de lecture

Alain Bouvier, *La gouvernance des systèmes éducatifs*

Bernard Toulemonde



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/319>

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2008

Pagination : 23-25

ISBN : 978-2-85420-572-5

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Bernard Toulemonde, « Alain Bouvier, *La gouvernance des systèmes éducatifs* », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 47 | avril 2008, mis en ligne le 29 juin 2011, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ries/319>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

Notes de lecture

Alain Bouvier, La gouvernance des systèmes éducatifs

Bernard Toulemonde

RÉFÉRENCE

La gouvernance des systèmes éducatifs, Alain Bouvier, La gouvernance des systèmes éducatifs, PUF, (Politique d'aujourd'hui), 2007 Bernard Toulemonde

- 1 Chaque ouvrage d'Alain Bouvier est une découverte et celui-ci ne fait pas exception. On est d'abord impressionné par la somme des connaissances mobilisées : économie, droit, histoire et géographie, science politique et administrative, sociologie, sciences cognitives, gestion et management... L'auteur s'intéresse à tous les domaines scientifiques, sans se cantonner à un seul, et réussit cet exercice exceptionnel de relier les différents champs et de leur donner du sens. L'abondante bibliographie témoigne de cette multiplicité des centres d'intérêt et elle comporte une « sitographie » qui, en soi, en est une illustration. Il en est de même de la précision des informations puisées aux sources les plus diverses : lois, règlements et circulaires, bien sûr, mais aussi rapports de toutes sortes (du Conseil économique et social sur les services publics en 2006 ; rapports et évaluations des inspections générales), colloques scientifiques (notamment « Territoires éducatifs et gouvernance », Université Blaise Pascal, Clermont-Ferrand 2003, dont l'auteur a été l'initiateur), comparaisons internationales, conférences de personnalités, déclarations syndicales ou dépêches des agences spécialisées, rien n'échappe à la vigilance d'Alain Bouvier. À cet égard, on peut regretter, car c'est un sujet au cœur des problématiques de cet ouvrage, que la loi du 10 août 2007 sur les libertés et responsabilités des universités (LRU) soit parue trop tardivement pour être placée sous le regard de l'auteur qui n'a pu en analyser que les prémisses, parfaitement cernées depuis quelques années (« la gouvernance des universités », p. 179).

- 2 On est aussi admiratif devant la faculté d'abstraction et de recul de l'auteur. Dès l'abord, il indique ne pas avoir voulu éviter les éléments personnels, tirés de sa riche expérience professionnelle d'universitaire, de directeur d'IUFM, de recteur, de membre de l'École supérieure de l'éducation nationale et du Haut conseil de l'éducation – et on trouvera certes de nombreux passages relatant ces expériences. Pour autant, le livre n'est pas « mélangé, impur et d'esprit baroque », comme il s'en excuse (p. 1) : celles-ci nourrissent et illustrent une réflexion approfondie de haut niveau, de caractère scientifique, qui s'accompagne de conclusions générales, de typologies, de thèses et d'hypothèses (comme le schéma de la gouvernance éducative en France, p. 230 ; les quatre types principaux de régulation, p. 204). Alain Bouvier rapporte par exemple la mise en place, dans l'académie de Clermont-Ferrand, d'une formation destinée aux responsables fonctionnels, ultérieurement contractualisée avec l'École supérieure de l'éducation nationale, tirant cette précieuse leçon que l'on « peut pratiquer un management sur des bases intellectuelles (...) et responsabilisantes pour les acteurs, favorisant les apprentissages collectifs à travers des mécanismes de régulation » (p. 150) – thème qui lui est cher depuis longtemps (*L'établissement scolaire apprenant*, 2001). Loin de tomber dans l'anecdote, l'ouvrage ne fait pas partie des livres faciles à lire : il est exigeant pour le lecteur... On saura gré également à Alain Bouvier de susciter les questions auxquelles, modestement, il n'apporte pas de réponse : par exemple à propos du mouvement de décentralisation où il note de façon imagée que « la voie de la décentralisation n'est certes pas bordée de roses : qui peut savoir où elle nous conduit vraiment ? » (p. 123).
- 3 D'ailleurs, sur le fond, le titre aurait pu inviter à la facilité : le terme de « gouvernance » est entré dans le vocabulaire à la mode, employé à tort et à travers par des hommes politiques et des journalistes, comme bien d'autres termes sur lesquels Alain Bouvier se penche, tels que « efficience », « régulation » ou « contractualisation ». C'est pourquoi l'auteur se range derrière les meilleures signatures – le juriste a pu reconnaître d'éminents auteurs – et il procède à une analyse serrée du vocabulaire (« gouvernance et régulations », p. 103 ; « du gouvernement à la gouvernance », p. 151) : « objet politique mal identifié », la gouvernance, c'est « le multi », une façon de « recoudre » ce qui est épars et complexe du fait d'un certain nombre d'évolutions de l'administration et de la société ; celles-ci sont décrites longuement, en particulier dans la première partie du livre (« Territoires et réseaux ») : émergence de nouveaux territoires (autour de projets), parallèlement à la montée en puissance des régions et des intercommunalités, constitution de nouvelles solidarités et de réseaux (du fait notamment des nouveaux moyens de communication), construction de l'Europe, décentralisation... Chaque domaine possède son mode de gouvernance et, en ce qui concerne l'administration, la « nouvelle gestion publique » a pour noms : responsabilité, compte-rendu, ouverture, participation, évaluation, efficacité... Il est vrai que la « réforme de l'État » est un thème récurrent, « un incessant chantier prioritaire » souvent remis sur le métier depuis la Troisième République, mais qui adopte dans le monde d'aujourd'hui (par exemple en Belgique, avec la « réforme Copernic » destinée à « faire tourner les services de l'État autour du citoyen » !) et en France des formes nouvelles, telles « la nouvelle langue d'Esope » : la LOLF (p. 138) !
- 4 Alain Bouvier passe en revue les instruments de la gouvernance des systèmes éducatifs et, bien entendu, du système français. Parmi ceux-ci, il consacre des pages sans concession à l'évaluation (p. 221 et p. 277), à la contractualisation telle que l'ont vécu les universités (p. 274) et telle qu'elle balbutie avec les académies (p. 307) et au sein des académies (p.

311, avec des situations si contrastées qu'il en résulte un tableau « baroque et bigarré »...), à la mise en œuvre de la LOLF dans l'éducation nationale, avec ses incidences souvent inachevées sur les modalités de travail entre le ministère et les académies d'une part, entre celles-ci et les établissements scolaires d'autre part, sans oublier l'articulation des rectorats avec les inspections académiques enfin (p. 207). Il observe, avec bien d'autres spécialistes, que l'académie est « devenue le lieu majeur de régulation et de mise en cohérence de l'action éducative » (p. 223) et que s'installe une sorte de « gouvernance territoriale », quoique « non dite » et « non assumée »...

- 5 En réalité, Alain Bouvier pose les vraies questions de cette gouvernance de proximité. Relevons en quelques-unes : « les projets d'académie évolueront-ils vers de véritables schémas territoriaux de l'action pédagogique impliquant de nombreuses parties prenantes et de multiples partenaires ? » (p. 229). Les partenaires sociaux comprendront-ils enfin que le système est devenu réellement « polycentré » (p. 333) ? Quel est le socle de connaissances politiques et managériales dont doit être doté l'encadrement intermédiaire, ces « sherpas du changement » qui jouent désormais un rôle stratégique ? (p. 334).
- 6 Des questions fondamentales certainement pour la gouvernance de notre système éducatif, qui portent à la réflexion et, on peut l'espérer, à l'action.

AUTEURS

BERNARD TOULEMONDE

Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale.